HAL open science

L'Amazonie, une intégration du centre de l'Amérique du Sud ?

Hervé Théry

▶ **To cite this version:**

Hervé Théry. L'Amazonie, une intégration du centre de l'Amérique du Sud ?. CIST2020 - Population, temps, territoires, Collège international des sciences territoriales (CIST), Nov 2020, Paris-Aubervilliers, France. pp.360-364. hal-03114102

HAL Id: hal-03114102

https://hal.science/hal-03114102v1

Submitted on 18 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Amazonie, une intégration du centre de l'Amérique du Sud ?

AUTEUR
Hervé THÉRY

RÉSUMÉ
Depuis leur indépendance, les pays d'Amériques du sud considéraient chacun leur part d'Amazonie comme un espace tampon les protégeant de voisins lointains. Les intégrations tentées à la fin du XXe siècle et les projets de grandes infrastructures ont fait penser que l'Amazonie reprendrait une place centrale dans la géométrie du continent. Vingt ans plus tard, l'occupe-t-elle et est-elle un nouvel ensemble géopolitique, parcouru de réseaux de coopération et de dispositifs d'intégration ? Revenant d'abord sur l'époque où les géopoliticiens brésiliens voyaient dans la mainmise sur l'Amazonie le moyen de contrôler tout le nord du continent, puis un risque « vulnérabilité » stratégique nationale, le texte analyse les raisons d'être de l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA), puis ceux de l'Initiative d'intégration de l'infrastructure de la région sud-américaine (IIRSA) et analyse quelques effets sur un cas précis : la frontière entre la France et le Brésil sur l'Oyapock.

MOTS CLÉS
Amazonie, intégration continentale, géopolitique, OTCA, IIRSA

ABSTRACT
Since their independence, the countries of South America have each considered their share of the Amazon as a buffer space protecting them from distant neighbours. Attempted integrations at the end of the 20th century, and major infrastructure projects, suggested that the Amazon would resume a central place in the geometry of the continent. Twenty years later, is Amazonia fulfilling this position and is it a new geopolitical object, traversed by networks of cooperation and integration mechanisms? This paper returns first to the time when Brazilian geopoliticians saw occupying the Amazon basin as a means of controlling the entire north of the continent, then as a national strategic "vulnerability" risk. It then analyses the reasons for being of the Organization of the Amazon Cooperation Treaty (OTCA), and of the Infrastructure Integration Initiative of the South American region (IIRSA), and points out some effects on a specific case, the border between France and Brazil on Oyapock.

KEYWORDS
Amazonia, Continental integration, Geopolitics, OTCA, IIRSA

RESUMO
Desde a independência, os países da América do Sul consideraram sua parcela da Amazônia como um espaço de proteção para protegê-los de vizinhos distantes. As integrações tentadas no final do século XX e os principais projetos de infraestrutura deixaram esperar que a Amazônia retomaria um lugar central na geometria do continente. Vinte anos depois, ela está se ocupando este lugar e passou a ser um novo conjunto geopolítico, atravessado por redes de mecanismos de cooperação e integração? Voltando primeiro ao tempo em que os geopolíticos brasileiros viam o ocupação da Amazônia como um meio de controlar todo o norte do continente, e depois como um risco de "vulnerabilidade" estratégica nacional, o texto analisa as razões de ser da Organização do Tratado de Cooperação Amazônica (OTCA), depois da Iniciativa de Integração de Infra-estrutura da região da América do Sul (IIRSA) e analisa alguns efeitos em um caso específico, a fronteira entre a França e o Brasil em Oiapoque.

PALAVRAS CHAVES
Amazônia, integração continental, geopolítica, OTCA, IIRSA

Depuis les indépendances du début du XIXe siècle, les pays d'Amériques du sud se tournaient le dos et considéraient chacun leur part d'Amazonie comme une arrière-cour, un espace tampon les séparant (et les

protégeant) de voisins lointains et avec lesquels ils n'entretenaient que peu de relations. Les intégrations tentées à la fin du XXe siècle et les projets – en partie réalisés – de grandes infrastructures de transport reliant plusieurs des pays du bassin ont fait penser qu'elle reprendrait, dans la topologie des relations internationales, la place centrale qui est la sienne dans la géométrie du continent.

Vingt ans plus tard, l'Amazonie occupe-t-elle maintenant cette place centrale, dans les projets d'intégration et dans la mise en place de circulations à travers le bassin amazonien ? Est-elle un nouvel ensemble géopolitique, parcouru de réseaux de coopération et de dispositifs d'intégration ?

Revenant d'abord sur le passé, pas si lointain, où les géopoliticiens brésiliens voyaient dans la mainmise sur l'Amazonie le moyen de contrôler tout le nord du continent, puis un risque de « vulnérabilité » stratégique nationale, on analysera les raisons d'être et les effets de l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA), puis ceux de l'Initiative d'intégration de l'infrastructure de la région sud-américaine (IIRSA). On en analysera quelques effets à l'échelle régionale et locale sur un cas précis, la frontière entre la France et le Brésil sur l'Oyapock

1. L'AMAZONIE DANS LA GÉOPOLITIQUE BRÉSILIENNE

Pour les penseurs militaires de l'époque du régime militaire brésilien (1964-1985), l'Amazonie était, comme d'autres régions de l'Amérique du Sud, destinée à être absorbée par le débordement naturel de l'influence du Brésil. Cette affirmation était déjà présente dans les ouvrages de Mario Travassos, dont l'une des principales références pour la géopolitique brésilienne classique, *Projeção Continental do Brasil*, publié en 1931. Avec lui se dessine pour la première fois la stratégie appliquée dans les décennies suivantes dans les politiques brésiliennes pour l'Amérique du Sud. Il a été suivi sur cette même trajectoire par deux autres militaires, les généraux Golbery (voir Couto e Silva, 1952) et Meira Mattos (1975).

Le point commun entre ces trois « généraux géopoliticiens » est l'idée que le Brésil devait chercher à étendre son influence sur les pays voisins d'Amérique du Sud, par une double stratégie déjà esquissée par Travassos : d'une part, le resserrement des relations économiques et politiques principalement avec l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie et le Pérou, afin de contrer l'influence argentine, qui était alors clairement le rival géopolitique du Brésil ; d'autre part, la promotion de « l'intégration territoriale » entre les deux grands bassins fluviaux du Brésil (l'Amazone et La Plata) et les façades de l'Atlantique et du Pacifique. Pour cela, comme Golbery l'expose, il était nécessaire d'occuper et de peupler les zones frontalières, de promouvoir l'occupation du plateau central du pays (amorcée par le projet de création de Brasília) et, à partir de là, d'intégrer l'Amazonie et de peupler les frontières du nord ; enfin, comme le préconisait Meira Mattos, de rechercher la coopération avec d'autres pays amazoniens et de promouvoir ce qu'il appelait la « pan-Amazonie », une idée qui serait réalisée plus tard par le Traité de coopération amazonienne (Da Costa & Théry, 2010).

Le général Travassos est encore considéré comme un des inspirateurs de l'armée brésilienne, Golbery a été l'un des créateurs de l'École supérieure de guerre, l'un des architectes du coup d'État militaire de 1964 et le créateur du SNI (Service national d'information), le bras principal de la politique du régime militaire. Meira Mattos a enseigné durant des décennies à l'École du commandement de l'état-major de l'armée. Dans son livre *Uma Geopolítica Panamazônica* (1980), l'enjeu – la satellisation de toute l'Amazonie, au-delà des frontières du Brésil – et le moyen de l'obtenir – la construction de routes transamazoniennes – sont annoncés dès la couverture (fig. 1).

Figure 1. Couverture de l'un des livres du général Meira Mattos

2. L'AMAZONIE « VULNÉRABILITÉ » STRATÉGIQUE NATIONALE

L'Amazonie a été l'un des principaux objets de préoccupation et de recherche au cours des 80 ans de réflexion géopolitique brésilienne (Becker, 1982). À l'apogée du régime militaire, la géopolitique dans cette région s'était matérialisée essentiellement par le *Plano de Integração Nacional* (Plan d'intégration nationale) de 1971, qui comportait des investissements dans les infrastructures de circulation, de production d'énergie et de télécommunications, ainsi que la création de « pôles de développement », fondés sur l'industrie, l'agro-industrie et des programmes de colonisation dirigée. Cette stratégie d'occupation, principalement destinée à la défense de la souveraineté nationale, a été vivement critiquée par la nouvelle géopolitique qui s'est développée dans le pays à partir des années 1980.

Tel est le cas avec l'ouvrage de Becker *Geopolítica da Amazônia* (Géopolitique de l'Amazonie, 1982) qui énonce clairement les tensions entre, d'une part, les impératifs de la défense de la souveraineté nationale par l'occupation et l'intégration à tout prix et, de l'autre, les conséquences de ce modèle de planification territoriale autoritaire et centralisé, parmi lesquels on peut citer les conflits fonciers liés à l'expansion agricole, l'expropriation et la violence exercées sur les populations traditionnelles, en particulier les communautés autochtones, et les dommages à l'environnement, notamment la déforestation accélérée.

Ce qu'on pourrait appeler une seconde phase d'études de l'Amazonie dans une perspective géopolitique a été largement inspirée par le débat international sur l'avenir de la région engagé au cours de la Conférence de Rio en 1992. Elle a été très sensible dans la production universitaire et dans les politiques territoriales, et plus particulièrement de l'environnement. C'est notamment le cas du programme de zonage écologico-économique de l'Amazonie, qui a engendré des recherches approfondies sur les aspects physiques, biotiques et socio-économiques de la région, soutenant ainsi les politiques d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement dans les neuf états fédérés de l'Amazonien brésilienne. D'autres études ont cherché à explorer la transversalité des questions environnementales dans les politiques pour le territoire amazonien, le travail qui exprime le mieux cette tendance étant celui de Neli Aparecida de Mello, *Território e gestão ambiental na Amazônia* (2011).

Toujours dans cette perspective, on peut citer l'initiative du *Centro de Gestão de Estudos Estratégicos*[1] qui approfondit les études engagées dans *le Plano Amazônia Sustentável* (Plan pour une Amazonie durable), dont est né le livre *Um projeto para a Amazônia do século XXI*, qui résume ce que serait un projet de développement durable pour la région : un effort conceptuel et analytique pour maintenir l'impératif de la souveraineté brésilienne sur ce territoire tout en intégrant les défis de sa gestion décentralisée, participative et fondée sur la coopération internationale (CGEE, 2009).

3. OTCA ET IIRSA

Assistant à la poussée brésilienne (ouverture de routes, colonisation agricole, mise en valeur minière), les pays hispanophones voisins avaient donné des signes d'inquiétude, dont le plus net avait été le refus de prolonger au-delà de leur frontière les nouvelles routes brésiliennes. À partir de 1973, l'Itamaraty, le ministère brésilien des Relations extérieures, avait entrepris de les tranquilliser en les associant au projet d'une action commune. Il présenta au Pérou, au Venezuela, à la Bolivie, à l'Équateur et à la Colombie le projet d'un organisme multinational commun chargé d'une intégration frontalière fondée sur le développement économique et social des régions frontalières, jusque-là pratiquement désertes. Le changement de régime au Pérou, conduisant au pouvoir des militaires idéologiquement proches de leurs homologues brésiliens, facilita un rapprochement qui aboutit en 1978 à la signature du Traité de coopération amazonienne.

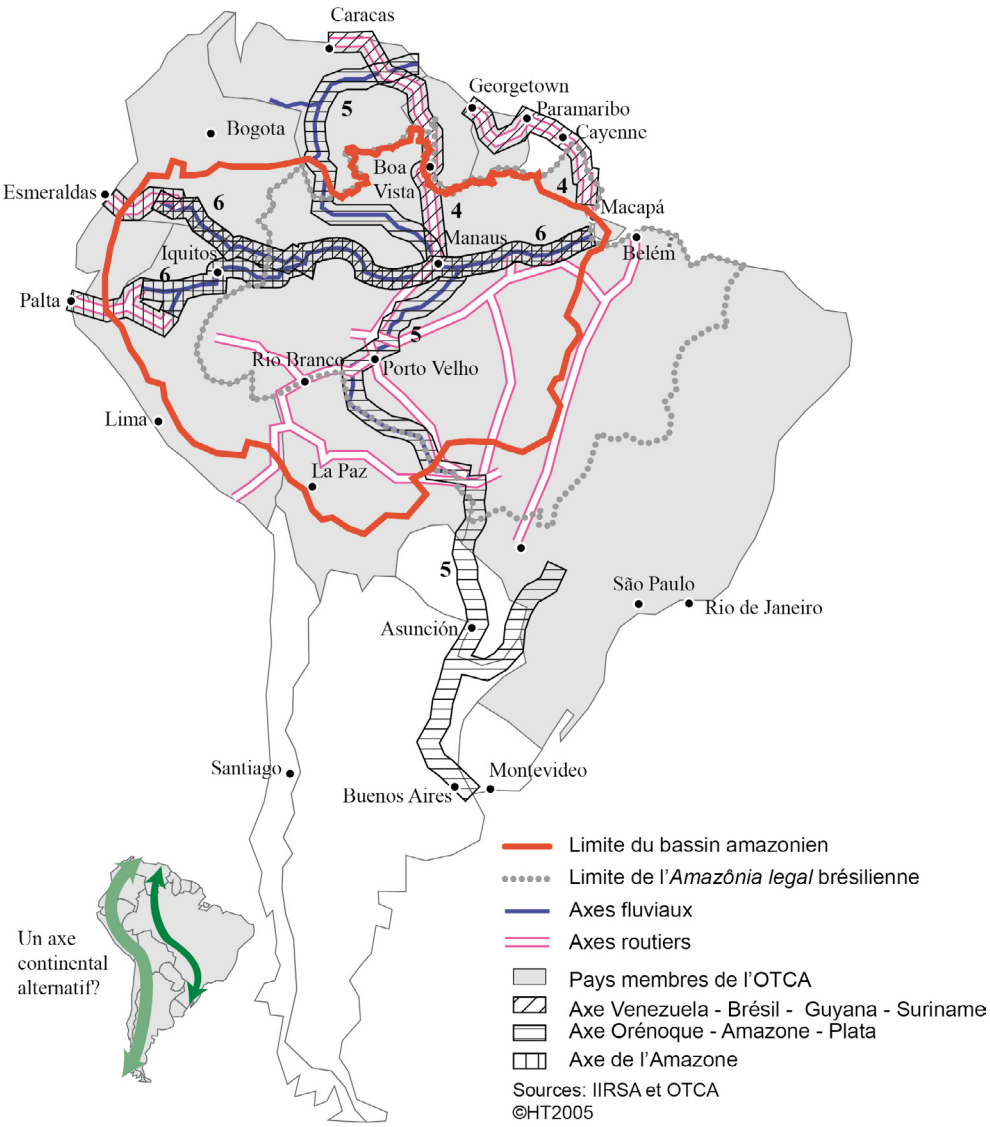
Le processus n'est pendant longtemps pas allé beaucoup plus loin, notamment parce que le Pérou et la Bolivie rejetaient l'idée d'« intégration physique » des régions frontalières contenue dans le texte, mais le but visé était atteint : l'initiative du Brésil avait été acceptée et un texte liait pratiquement tous les pays du continent, isolant ainsi l'Argentine, le rival traditionnel. En 2003, comme le prévoyaient les textes fondateurs, le secrétariat du traité, jusque-là périodiquement transféré d'une capitale à l'autre, a été définitivement fixé au Brésil, à Brasília (avec la condition expresse que son secrétaire exécutif ne soit pas un Brésilien), et une nouvelle structure a été créée, l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA).

Entretemps avait été lancée une initiative proposée par la Banque interaméricaine de développement (BID) et la *Corporación Andina de Fomento* (CAF) au sommet de Brasília d'août 2000, l'*Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana* (IIRSA). Elle avait pour objectif d'intégrer tous les moyens de communication existants et en projet (routes, aéroports, voies navigables, chemins de fer, liaisons à fibre optique, etc.) en Amérique du Sud, dans le but de promouvoir le commerce et les échanges et d'offrir les meilleures conditions pour la libre exportation. Après des études menées sur l'ensemble du continent, le plan annoncé en 2011 comprenait 335 projets d'infrastructure de transport, d'énergie et de télécommunications pour un montant de l'ordre à 37,47 milliards de dollars US, financés par des prêts de la CAF, de la BID et du Fonds financier pour le développement du bassin de la Plata (FONPLATA).

Dans l'étude des « axes d'intégration et de développement » réalisé par l'IIRSA pour sélectionner ceux qui mériteraient attention et investissements, on note que l'Amazonie est concernée par plusieurs : deux directement, l'axe de l'Amazone (Colombie, Équateur, Pérou, Brésil) et l'axe du bouclier guyanais (Venezuela, Brésil, Guyana et Suriname), et un autre indirectement, l'axe de la route fluviale Paraguay–Paraná, qui dans certaines versions rejoignait l'Amazone par le Guaporé, le Mamoré et le Madeira (fig. 2).

1 Centre de gestion pour les études stratégiques, un *think tank* dans l'orbite du gouvernement.

Figure 2. L'Amazonie dans le continent, OTCA et IIRSA



4. UN EXEMPLE DES EFFETS RÉGIONAUX, LA FRONTIÈRE FRANCE–BRÉSIL SUR L'OYAPOCK

Même si les axes amazoniens sont loin d'avoir eu la même importance pour l'intégration continentale que d'autres situés plus au sud, comme l'« axe Mercosud-Chili » (Chili, Argentine, Uruguay, Brésil), ils ont du moins aidé à créer des contacts et faire naître des collaborations locales, comme l'initiative MAP (Madre de Dios, Acre, Pando) à la triple frontière Pérou–Bolivie–Brésil. Un autre effet notable est l'impact régional provoqué à la frontière France–Brésil par la construction d'un pont sur l'Oyapock, en grande partie liée à la mise en place de l'axe qui relie les Guyanes au Brésil. Pourquoi en effet un pont aussi grandiose pour un trafic très limité, qui aurait pu être absorbé sans difficulté – à un coût infiniment moindre – en renforçant le service des bacs qui assuraient déjà la traversée ? Cela ne s'explique que dans une perspective géopolitique régionale de liaison entre le Brésil et ses voisins du nord.

Ces derniers se sont longtemps méfiés de l'expansionnisme brésilien, notamment la France qui s'est abstenue de construire la liaison routière de 80 km entre Régina (déjà reliée à Cayenne) et Saint-Georges de l'Oyapock. Ce n'est que plusieurs années après le retour de la démocratie au Brésil, en 1985, que les travaux ont été entrepris ; ils n'ont été achevés qu'en 2003 et complétés par la liaison entre Saint-Laurent du Maroni et la frontière du Suriname, à l'ouest, et Saint-Georges de l'Oyapock et la frontière brésilienne, à l'est.

Avec la construction du pont, la route côtière constitue désormais une alternative à la « panaméricaine atlantique », qui double désormais celle qui parcourt le continent sur le versant Pacifique, de la Terre de Feu à l'isthme de Panamá (fig. 2, carton). Il faut toutefois noter que le Brésil n'avait pas attendu pour se doter d'une autre sortie vers les Caraïbes puisque l'ouverture de la route BR174 Manaus–Caracas dans les années 1980 avait déjà permis la liaison Venezuela–Buenos Aires sans passer par la Guyane.

Cet axe guyanais n'est pas pour autant inutile pour le Brésil : il est inclus dans ses projets d'aménagement à l'échelle continentale désignés sous le nom d'« Arc nord », qui ne rejoint toutefois pas Belém et l'axe amazonien, car il reste un obstacle à franchir entre Macapá et Belém, la vallée de l'Amazone. On peut se faire une idée des distances en question si l'on se rappelle que l'île de Marajó, qui en occupe l'embouchure, a sensiblement la taille des Pays-Bas…

L'Amazonie, traversée par ces axes, se trouve donc bien au centre du continent et, même si la réalité n'est toujours pas à la hauteur des espérances, elle est incluse dans le plan *Prospectiva, estratégias e cenários globais – visões do Atlântico Sul, Africa lusófona, América do Sul e Amazônia* (potentiels, stratégies et scénarios globaux – visions de l'Atlantique Sud, de l'Afrique lusophone, de l'Amérique du Sud et de l'Amazonie, IPEA, 2011) qui souligne que le défi est précisément la capacité du pays, dans les années à venir, à combiner habilement deux politiques. Le pouvoir évocateur de son nom est tel qu'il apparaît dans un tout autre sujet géopolitique : les eaux territoriales brésiliennes et l'Atlantique sud. Il s'agit d'un thème stratégique pour le pays depuis la découverte de gisements de pétrole sous la couche de sel (dit *petróleo pré-sal*). Son importance a été soulignée par le programme de modernisation de la flotte brésilienne, en particulier l'Accord stratégique entre le Brésil et la France en 2008, qui comprend la construction de cinq nouveaux sous-marins, dont un à propulsion nucléaire, qui devrait être lancé en 2020 : ses promoteurs ont choisi de nommer « Amazonie bleue » leur vision de ce nouvel espace à contrôler et protéger.

RÉFÉRENCES

Becker B. 1982, *Geopolítica da Amazônia: A nova fronteira de recursos*, Rio de Janeiro, Zahar.

Da Costa W. M., Théry H., 2010, « Les politiques territoriales brésiliennes dans le contexte de l'intégration sud-américaine », *in* C. Girault (dir.), *Intégrations en Amérique du Sud*, Paris, Presses Sorbonne nouvelle.

Da Costa W. M., Théry H., 2012, « Quatre-vingts ans de géopolitique au Brésil : de la géographie militaire à une pensée stratégique nationale », *Hérodote,* n° 146-147, « La géopolitique des géopolitiques », p. 253-276.

Da Costa W. M., 1999, "Políticas territoriais brasileiras no contexto da integração Sul-Americana", *Território*, n° 7, p. 25-41.

Couto e Silva G., 1952, *Geopolítica do Brasil*, Rio de Janeiro, Editora José Olímpio.

De Meira Mattos C., 1975, *Brasil, geopolítica e destino*, Rio de Janeiro, Editora José Olímpio.

De Meira Mattos C., 1980, *Uma Geopolítica Pan-Amazônica*, Rio de janeiro, Biblioteca do Exército.

De Mello N. A., 2011, *Território e gestão ambiental na Amazônia*, São Paulo, Edusp.

IPEA, 2001, *Prospectiva, estratégias e cenários globais. Visões do Atlântico Sul, Africa lusófona, América do Sul e Amazônia*, Brasília.

Travassos M., 1931, *Projeção continental do Brasil*, Rio de Janeiro, Cia Editora Nacional.

L'AUTEUR

Hervé Théry
CNRS – CREDA
USP – PPGH
hthery@aol.com